

# Pour Libé, à Roubaix, c'est la République qui fait sécession !

écrit par Christine Tasin | 29 février 2020



Novembre 2019, à la sortie de la mosquée Bilal de Roubaix. Photo Aimée Thirion

.  
Prêts à tout pour excuser l'islam et l'exonérer de tous les maux, à Libé, même quand la vérité crève leurs propres lignes.

.  
**Alors, oui il y a du séparatisme dans l'air**, ils ne peuvent le nier, à présent, après avoir passé des lustres à affirmer que le Grand Remplacement n'existe pas, que l'islam est une religion de paix et d'amour... **mais c'est notre faute à nous, vils colonialistes** ! Vils exploiters qui avons abandonné Roubaix au chômage (Libé ne dit pas que délocalisations et autres fermetures d'entreprises, de tissu notamment sont liées à l'UE et à la mondialisation que Libé supporte et applaudit frénétiquement). Libé ne dit pas non plus que les non musulmans de Roubaix, au chômage comme les autres, plus

que les autres, ne sont pas entrés en secte pour autant...

**Grande population musulmane à Roubaix ? La faute à l'Etat** qui aurait choisi exprès de la placer là... Pourquoi, il y avait encore de la place et des logements disponibles en Seine-Saint-Denis, à la cité des 4000, à Vaulx en Velin et à Marseille ? Qui a empêché les dits musulmans de faire comme nombre de familles, musulmanes ou non musulmanes de quitter Roubaix pour aller s'installer là où il y a du boulot ( et moins de mosquées ? et moins de communautarisme?).

**7 mosquées... Pas d'argent pour se sortir de la mouise, pas d'argent pour créer des entreprises et des emplois mais des millions et des millions pour faire construire 7 mosquées....** il vient d'où cet argent ? Des musulmans miséreux ? Des subventions déguisées des politiques locaux ? Du Qatar ou de l'Arabie saoudite ? Et pas une émeute de musulmans réclamant du boulot plutôt qu'une mosquée ?

**Certains retirent leurs enfants des écoles publiques ? Non, non pas la faute à l'islam et à son séparatisme, juste la faute au manque de moyens...** les pauvres écoles roublaisiennes sous-dotées, que voulez-vous... Les profs absents ? Non, pas la faute aux racailles qui les empêchent de faire cours, non, juste une mauvaise gestion de l'Etat.

**Le repli religieux ? Le terrorisme ? Une fuite face aux contrôles au faciès, aux remarques désagréables sur le voile,** aux CV mis de côté... On connaît tout ça par coeur. Macron aussi qui le répète consciencieusement après ses amis les Frères musulmans. Et puis quoi, il paraît que la France n'aurait jamais mené de lutte contre les discriminations... Pas un journaliste de Libé pour dire que les musulmans, s'ils veulent être traités comme les autres et donc non discriminés doivent montrer qu'ils sont comme tout le monde, qu'ils vivent comme tout le monde, qu'ils travaillent comme tout le monde, qu'ils font passer la loi de la République avant celle d'un dieu quelconque... comme tout le

monde. Ben non, personne ne le dit. Le beurre, l'argent du beurre, le cul de la crémère en plus, ça fait rêver tout le monde.

**Il y a tout de même un paragraphe dans ce magmas qui vaut le détour :** *les associations d'éducation populaire. A Roubaix comme ailleurs, elles ont pourtant vu leurs moyens coupés ces dernières années, les emplois aidés réduits à peau de chagrin. Leur tort ? Parfois d'être un peu trop militantes, vindicatives face aux inégalités qu'elles tentent d'écoper (1). On leur reproche aussi souvent implicitement d'être un peu trop à l'image des quartiers où elles interviennent. De rassembler trop de femmes portant un voile ou des hommes aux barbes trop longues,* quand bien même ces associations défendent la laïcité et l'égalité républicaine. A force de mettre dans le même sac de la catégorie fourre-tout de «l'islamisme» des acteurs aux visées distinctes voire concurrentes sous prétexte qu'ils prient le même dieu, on a affaibli celles et ceux qui constituaient les meilleurs alliés des causes de l'égalité républicaine. Bref, des militants voilés et avec barbes longues de salafistes qui défendraient la laïcité et l'égalité républicaine... Elle est énorme celle-là. IL faut en déduire qu'à Libé on ne sait ni ce qu'est la laïcité ni ce qu'est l'égalité républicaine. Mais on le savait, depuis longtemps...

Et ils continuent d'être subventionnés à mort par Macron, ils sont trop utiles pour gaver les gauchos de mensonges qui l'arrangent.

.

**Roubaix, quand la République fait sécession**

Par [Julien Talpin](#), chargé de recherches en science politique au CNRS

– 27 février 2020 à 19:16

Pointée du doigt pour son communautarisme, Roubaix est aussi la ville de France la plus pauvre avec un taux de chômage de 31 %. Si des formes de repli religieux y existent, les politiques publiques ont-elles été à la hauteur ?

## ▪ Roubaix, quand la République fait sécession

**Tribune.** Roubaix est sous le feu des projecteurs depuis quelques jours : déclarations du ministre de l'Éducation nationale qui avance que [«certains auraient pris le pouvoir dans la rue»](#), article dans *le Monde* pointant des pressions sur les commerçants. En somme, la loi islamique y aurait remplacé celle de la République. Cette ville incarnerait le [«séparatisme»](#) qui mine la nation. Une perspective moins caricaturale, plus sociologique, nourrie par des années de recherche à Roubaix, permet d'inverser la relation d'une offensive venue de l'extérieur contre la société française et d'offrir un autre regard sur ces questions importantes.

Ville la plus pauvre de France, Roubaix est aussi l'une des plus inégalitaires. Avec 31 % de taux de chômage et près de la moitié de la population qui vit sous le seuil de pauvreté : on ne peut rien comprendre sans prendre en compte ce fait central. Cette ville concentre aussi une importante population d'origine étrangère et de confession musulmane, qu'on a choisi de placer là plutôt qu'ailleurs par des politiques de logement ciblées. Ville aux sept mosquées, elle abrite toutes les tendances de l'islam, des plus modérées aux plus conservatrices. Elle a aussi connu quelques départs en Syrie, à distance des lieux de culte.

Si le multiculturalisme s'y vit bien, des formes de repli sur soi peuvent être repérées. Très minoritaires, certains choisissent de retirer leurs enfants de l'école publique pour assurer un enseignement à domicile. Dans cette ville de 96 000 habitants, cela concernait 98 élèves en 2018, un chiffre en progression ces dernières années comme le pointe un récent rapport remis au Premier ministre. Si ce phénomène peut s'expliquer par des facteurs religieux, l'insatisfaction à l'égard d'écoles publiques sous-dotées n'y est pas pour rien : la rotation du personnel enseignant comme le nombre de jours d'absence et de non-remplacement rendant plus difficile encore l'expérience scolaire en milieu populaire. De nombreux parents se tournent aussi vers des écoles privées catholiques.

Au-delà du domaine scolaire, il existe à Roubaix des formes d'entre-soi dans les réseaux de sociabilité, amicaux ou matrimoniaux, qui n'ont rien à envier à celles des quartiers riches situés à quelques kilomètres de là. On peut le déplorer, mais pour y répondre il faut chercher à comprendre les causes profondes de ces phénomènes. De façon inattendue, le Président Macron a pointé du doigt certains éléments déterminants qu'il avait jusqu'alors négligés. A l'occasion de sa conférence de presse le 18 février à Mulhouse, il a ainsi souligné : *«Quand la République ne tient pas ses promesses, d'autres essaient de la remplacer. On doit lutter contre les discriminations, on doit mettre la méritocratie partout.»* Bel aveu des manquements à ce jour.

Le repli sur soi ne sort pas des seuls préceptes religieux inculqués par des prédicateurs étrangers. Il s'agit de réactions protectrices face à l'expérience répétée des discriminations et de la stigmatisation. Quand la confrontation aux centres-villes se traduit par des regards et remarques désagréables quand on porte un voile, quand on est plus fréquemment contrôlé par la police parce qu'on semble être d'origine étrangère, quand on a moins de chances à CV égal de trouver un emploi quand on a un prénom à consonance africaine, et que dans le même temps la société française ne fait pas grand-chose pour se prémunir de cette violence sociale insidieuse, on finit par se dire qu'on n'y a peut-être pas tout à fait sa place. A force d'être traités comme des citoyens de seconde zone, certains finissent par se sentir moins français. Quand la République ne traite pas tous ses enfants de la même façon ils cherchent d'autres voies de salut. Le repli sur soi, auprès de proches qui vivent les mêmes expériences stigmatisantes, peut alors s'avérer protecteur.

A Roubaix, des acteurs associatifs se sont mobilisés, il y a quelques années, pour proposer un grand plan contre les discriminations. S'ils ont initialement été soutenus par quelques agents de l'Etat, aucun plan n'est venu, et les institutions ont vite choisi de mettre cette réalité qui dérange sous le tapis. Pas de spécificité roubaisienne ici, la France n'a jamais mené de politique sérieuse de lutte contre les discriminations. Pire, depuis 2015 on lui a substitué les enjeux

de court terme de la prévention de la radicalisation, qui a aspiré les maigres crédits qui lui étaient jusqu'alors consacrés.

Le Président a aussi souligné le rôle essentiel qu'avaient à jouer les associations d'éducation populaire. A Roubaix comme ailleurs, elles ont pourtant vu leurs moyens coupés ces dernières années, les emplois aidés réduits à peau de chagrin. Leur tort ? Parfois d'être un peu trop militantes, vindicatives face aux inégalités qu'elles tentent d'écoper (1). On leur reproche aussi souvent implicitement d'être un peu trop à l'image des quartiers où elles interviennent. De rassembler trop de femmes portant un voile ou des hommes aux barbes trop longues, quand bien même ces associations défendent la laïcité et l'égalité républicaine. A force de mettre dans le même sac de la catégorie fourre-tout de «l'islamisme» des acteurs aux visées distinctes voire concurrentes sous prétexte qu'ils prient le même dieu, on a affaibli celles et ceux qui constituaient les meilleurs alliés des causes de l'égalité républicaine.

Certains avanceront que l'Etat a investi des moyens comme jamais pour ces territoires. A Roubaix, la réponse a surtout été répressive. Or il n'est pas certain que ce soit par la police de sécurité du quotidien qu'on lutte le mieux contre les discriminations. Faut-il rappeler en outre qu'en dépit de la politique de la ville, comme le démontrait un rapport parlementaire signé par deux députés centristes l'année dernière, que l'Etat donne toujours plus de moyens – et ce depuis des décennies – aux territoires les mieux lotis, à commencer par les lycées de centres-villes dotés de classes préparatoires ? Les territoires populaires comme Roubaix sont confrontés à de nombreuses difficultés. Sans une politique d'égalité enfin sérieuse, elles perdureront. Ce n'est pourtant pas ce qui a été annoncé par le gouvernement à ce jour. Il est temps que la République soit à la hauteur de ses idéaux, c'est encore la meilleure façon d'assurer la cohésion nationale.

[https://www.liberation.fr/debats/2020/02/27/roubaix-quand-la-republique-e-fait-secession\\_1779880](https://www.liberation.fr/debats/2020/02/27/roubaix-quand-la-republique-e-fait-secession_1779880)